

**Convention collective**

IDCC : 8435. – **COOPÉRATIVES FRUITIÈRES  
(AIN, DOUBS ET JURA)  
(29 août 2001)**

(Etendue par arrêté du 18 février 2002,  
*Journal officiel* du 24 février 2002)

**AVENANT N° 10 DU 29 JANVIER 2008**

NOR : *AGRS0897085M*  
IDCC : *8435*

Entre :

La fédération départementale des coopératives laitières de l'Ain ;  
La fédération départementale des coopératives laitières du Doubs ;  
La fédération départementale des coopératives laitières du Jura,

D'une part, et

L'UNSA agriculture-agroalimentaire ;  
L'union régionale CFDT de Franche-Comté ;  
L'union départementale CFDT de l'Ain ;  
L'union régionale CGT de Franche-Comté ;  
L'union départementale CGT de l'Ain ;  
L'union régionale CFE-CGC de Franche-Comté ;  
L'union départementale CFE-CGC de l'Ain,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Au chapitre IV « Durée du travail » :

L'article IV.2 « Heures supplémentaires » est modifié comme suit :

Au 1<sup>er</sup> alinéa du 1, les termes « 130 heures » sont remplacés par  
« 220 heures ».

Il est créé un 4<sup>e</sup> paragraphe ainsi rédigé :

« 4. Les heures supplémentaires donnant lieu à un repos équivalent à leur paiement et aux bonifications ou majorations y afférentes ne s'imputent pas sur le contingent annuel. »

L'article IV.3 « Repos compensateur obligatoire » est modifié comme suit :

L'intitulé du 3<sup>e</sup> alinéa est ainsi rédigé :

« Heures supplémentaires au-delà du contingent annuel de 220 heures prévu à l'article IV.2 ».

## **Article 2**

Au chapitre VII « Apprentissage et formation professionnelle » :

L'article VII.1 « Définition et conditions de l'apprentissage » est modifié comme suit :

Le 2<sup>e</sup> paragraphe est ainsi modifié :

« Le contrat doit être passé par écrit, conformément à un modèle type, établi en 3 exemplaires, puis enregistré par la chambre d'agriculture du département où s'effectue le contrat de travail. »

Le 2<sup>e</sup> alinéa du 3<sup>e</sup> paragraphe est ainsi modifié :

« Elle doit être constatée par écrit et notifiée au directeur du centre de formation d'apprentis ainsi qu'à l'organisme ayant enregistré le contrat, qui le transmet sans délai au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du lieu d'exécution du contrat d'apprentissage. »

## **Article 3**

Il ne pourra être dérogé aux dispositions du présent avenant par accord d'établissement, d'entreprise ou de groupe, que dans un sens plus favorable pour les salariés.

## **Article 4**

Le présent avenant prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

## **Article 5**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en 2 exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, auprès du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles du Doubs. Un exemplaire papier sera adressé par la partie la plus diligente au greffe du conseil de prud'hommes de Besançon.

Fait à Besançon, le 29 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)